

N°39/2018

**DELIBERATION
DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER**

Séance du mardi 04 décembre 2018

L'an deux mille dix-huit et le quatre décembre à 19h00, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle du Conseil, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.

<u>Date</u> <u>de convocation :</u> 29 novembre 2018 <u>Objet :</u> RIFSEEP Filière patrimoine
--

Nombre des Membres

Afférents au Conseil Municipal	19
En Exercice	19
Présents	11
Qui ont pris part à la délibération	13

Présents : Mmes Isabelle TOUZARD, Claudine MOYA-ANNE, Anne GIMENEZ, Françoise HASARD, Béatrice TAIONI-KLOSTER, Béatrice PONSICH.

MM. Alain VALLETTE-VIALLARD, Laurent MAYOUX, Romain DELOUSTAL, Jean-Paul MASSAT, Gilles CHICAUD.

Pouvoirs : Mme Sylvie EMILE avait donné pouvoir à Mme Isabelle TOUZARD, Mme Laurence ROUSSEAU avait donné pouvoir à Mme Françoise HASARD.

Absents : Mme Mylène JULIE, M. DEHISSI, M. MOULIN, M. Johan SERVIGNAT, Mme Cécile CORCINOS.

Secrétaire de séance : Monsieur Romain DELOUSTAL.

N°39/2018

Délibération pour la filière culturelle fixant la mise en conformité réglementaire du régime indemnitaire de la commune de Murviel-lès-Montpellier tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel (RIFSEEP) par l'instauration de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E) et du complément indemnitaire annuel (C.I.A)

Madame la Maire précise,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'une nouvelle indemnité dite IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) pour la Fonction Publique d'Etat,

Vu le décret 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la délibération n°23/2015 du 05/06/2015 du conseil municipal,

Vu la circulaire NOR RDFS1427139 C du 05/12/2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2017 concernant la mise en place du RIFSEEP,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 13 novembre 2018, relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions, sujétions, expertise et à la prise en compte de l'expérience professionnelle pour la partie IFSE et de la manière de servir et de l'engagement professionnel pour la partie CIA en vue de l'application du RIFSEEP, aux agents de la collectivité de Murviel-lès-Montpellier

Vu le tableau des effectifs,

Vu les crédits inscrits au budget,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

La Maire propose à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP, d'en déterminer les critères d'attribution et décide de mettre en place le nouveau régime indemnitaire composé de deux éléments :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

N°39/2018

ARTICLE 1 : Date d'effet

A compter du 01 Janvier 2019, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Ce régime indemnitaire se compose de deux parties :

- Une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- Un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA)

ARTICLE 2 : Les bénéficiaires

- les fonctionnaires titulaires, les stagiaires, affiliés à la CNRACL et/ou à l'IRCANTEC, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel régis par les dispositions du décret 88-145 du 15/02/1988 (agents non titulaires de droit public à l'exclusion des agents de droit privé)

ARTICLE 3 : Grades concernés

Les grades concernés par le RIFSEEP sont

- adjoint territorial du patrimoine,
- adjoint territorial du patrimoine principal de 2e classe
- adjoint territorial du patrimoine principal de 1re classe

Mise en place de l'IFSE

ARTICLE 4 : Détermination des groupes de fonctions et des montants maxi pour le cadre d'emplois des adjoints du patrimoine

ADJOINTS DU PATRIMOINE Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Montant maxi fixé par la collectivité	Plafonds réglementaires à ne pas dépasser
Groupe 1	Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	11 340 €	11 340 €
Groupe 2	adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage des projets enfance, jeunesse ou éducation	10 800 €	10 800 €

ARTICLE 5 : Ventilation des groupes de fonctions au sein du cadre d'emplois des adjoints du patrimoine

Les emplois sont classés en groupe de fonctions selon les critères Encadrement direct,

- Connaissances particulières,

N°39/2018

- Missions spécifiques en lien avec les projets enfance, jeunesse et éducation

Groupe 1 : Les adjoints du patrimoine territoriaux associés aux critères suivants :

Coordination de plusieurs services, conduite de dossiers complexes.

Groupe 2 : Les adjoints du patrimoine territoriaux associés aux critères suivants :

Coordination d'un service, expertise technique importante.

ARTICLE 6 : Définition de l'enveloppe globale afférente à l'IFSE des adjoints du patrimoine territorial

Pour l'application de ce paragraphe, seuls sont pris en compte les emplois inscrits au budget et effectivement pourvus. En rapport avec les montants maximum de l'IFSE ci-dessus indiqués, l'enveloppe globale afférente aux groupes est déterminée comme suit :

Groupe 1 : 11 340 € x par le nombre d'adjoints territoriaux du patrimoine dont les fonctions sont classées en groupe 1.

Groupe 2 : 10 800 € x par le nombre d'adjoints territoriaux du patrimoine dont les fonctions sont classées en groupe 2.

ARTICLE 7 : Définition des modalités de répartition des montants indemnitaires par grade à l'intérieur des groupes de fonction pour le cadre d'emplois des adjoints du patrimoine territoriaux

ADJOINT DU PATRIMOINE Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage		MONTANTS ANNUELS	
GROUPE DE FONCTIONS	GRADES	Montant indemnitaire mini fixé par la collectivité	Montant mini réglementaire Par grade
Groupe 1	Adjoint du patrimoine principal de 1 ^{ère} classe	1400 €	1.400 €
	Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe	1.400 €	1.400 €
	Adjoint territorial du patrimoine	1.200 €	1.200 €
Groupe 2	Adjoint du patrimoine principal de 1 ^{ère} classe	1400 €	1400 €
	Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe	1.400 €	1.400 €
	Adjoint territorial du patrimoine	1.200 €	1.200 €

N°39/2018

ARTICLE 8 : Détermination des groupes de fonctions et des montants maxi pour le cadre d'emplois des adjoints du patrimoine territoriaux

ADJOINTS DU PATRIMOINE TERRITORIAUX Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage		MONTANTS ANNUELS	
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS	Montant maxi fixé par la collectivité	Plafonds réglementaires à ne pas dépasser
Groupe 1	encadrement de proximité, sujétions,	11 340 €	11 340 €
Groupe 2	fonctions polyvalentes d'adjoint du patrimoine, développement d'actions d'animation,	10 800 €	10 800 €

ARTICLE 9 : Ventilation des groupes de fonctions au sein du cadre d'emplois des adjoints du patrimoine territoriaux

Les emplois sont classés en groupe de fonctions selon les critères suivants :

- Responsabilité de coordination,
- Autonomie,
- Initiative,
- Sujétions particulières liées au poste (horaires irréguliers voire décalés, amplitude horaire importante),

Groupe 1 : Les adjoints territoriaux du patrimoine associés aux critères suivants : Expertise ou technicité particulière nécessaire à l'exercice des fonctions (réglementation de l'accueil des mineurs)

Groupe 2 : Les adjoints territoriaux du patrimoine associés aux critères suivants : Conception et mise en œuvre des activités d'animation et de loisirs

ARTICLE 10 : Maintien du régime indemnitaire antérieur

Conformément à l'article 6 du décret du 20 mai 2014 « lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, au résultat, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent ».

Les agents relevant des cadres d'emploi énumérés ci-dessus conserveront le montant indemnitaire qu'ils percevaient mensuellement avant la mise en place du RIFSEEP, au titre de l'IFSE.

ARTICLE 11 : Prise en compte de l'expérience professionnelle donnant lieu à réexamen de l'IFSE

Ce montant fera l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle et :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours,

N°39/2018

- Au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- La diversification des compétences et des connaissances,
- L'évolution du niveau de responsabilités,
- Gestion d'un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis,

ARTICLE 12 : Périodicité et modalité de versement de l'IFSE

L'IFSE est versée mensuellement. Le montant de l'IFSE suit le sort des éléments obligatoires de la rémunération.

ARTICLE 13 : Modalités de maintien de l'IFSE en cas d'indisponibilité physique

Les absences entraînent des déductions « dites pour absences » sur le montant de l'ensemble des primes attribuées ainsi que sur le montant de régime indemnitaire maintenu.

La déduction pour absences intervient en fonction de la durée d'absence, calculée en jour cumulés glissants sur l'année médicale (calcul sur la période des douze derniers mois, de date à date) à compter du 21^{ème} jour d'absence selon la délibération N°23/2015

ARTICLE 14 : Exclusivité de l'IFSE

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

ARTICLE 15 : Attribution

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté appliquant les dispositions de la présente décision.

Mise en place du Complément indemnitaire annuel CIA

Un complément indemnitaire annuel pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel.

L'autorité territoriale arrête le montant du CIA déterminé, en tenant compte des résultats de l'évaluation professionnelle selon les critères suivants :

- L'investissement personnel,
- La prise d'initiative,
- Les résultats professionnels obtenus eu égard aux objectifs fixés dans l'année,
- Les qualités relationnelles,
- La manière de servir,

ARTICLE 16 : La détermination des groupes de fonctions et des montants maximums

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la fonction publique d'Etat.

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation ci-dessus.

ADJOINTS DU PATRIMOINE TERRITORIAUX Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage		MONTANTS ANNUELS	
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS	Montant maxi fixé par la collectivité	Plafonds réglementaires à ne pas dépasser
Groupe 1	encadrement de proximité, sujétions,	1 260 €	1 260 €
Groupe 2	fonctions polyvalentes d'animateur, développement d'actions d'animation,	1 200 €	1 200 €

L'entretien professionnel pris en compte sera celui de l'année N-1 pour un versement du CIA en année N. Ces montants ne sont pas reductibles automatiquement d'une année sur l'autre et peuvent être compris entre 0 et 100% du montant maximal.
 Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE, les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

ARTICLE 17 : Définition de l'enveloppe globale afférente au CIA

Pour l'application de ce paragraphe, seuls sont pris en compte les emplois inscrits au budget et effectivement pourvus. En rapport avec les montants maximum de l'IFSE ci-dessus indiqués, l'enveloppe globale afférente aux groupes est déterminée comme suit :

➤ **des adjoints du patrimoine territoriaux**

Groupe 1 : 1.260 x par le nombre d'adjoints territoriaux du patrimoine dont les fonctions sont classées en groupe 1.

Groupe 2 : 1.200 x par le nombre d'adjoints territoriaux du patrimoine dont les fonctions sont classées en groupe 2.

ARTICLE 18 : Modalités de versement

Le C.I.A est versé en deux fractions en année N selon la réalisation des objectifs issus de l'entretien professionnel réalisé en N-1. Le montant du CIA suit le sort des éléments obligatoires de la rémunération.

ARTICLE 19 : Modalités de maintien du CIA en cas d'indisponibilité physique

Les absences entraînent des déductions « dites pour absences » sur le montant de l'ensemble des primes attribuées ainsi que sur le montant de régime indemnitaire maintenu.

La déduction pour absences intervient en fonction de la durée d'absence, calculée en jour cumulés glissants sur l'année médicale (calcul sur la période des douze derniers mois, de date à date) à compter du 21ème jour d'absence selon la délibération N°23/2015.

ARTICLE 20 : Exclusivité du CIA

Le C.I.A est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir, légalement cumulables.

N°39/2018

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **INSTAURE** à compter du 1er Janvier 2019, L'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus,
- **DIT** Que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

Ainsi fait et délibéré les jour mois et an que dessus

La Maire

Isabelle TOUZARD



DELIBERATION RENDUE EXECUTOIRE

Transmis à la Préfecture le *11/12/18*

Publiée ou modifiée le *11/12/18*

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

DOCUMENT CERTIFIE CONFORME

La Maire Isabelle TOUZARD